



## ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du domaine public,  
Carnaval des enfants de l'école Sainte Procule  
Avenue Jean Monnet à Bourran  
Le mardi 12 mars 2024

N° AG 2024- 0216

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ensemble les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire et L. 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route,

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le Règlement Général de la Voirie de la Commune de Rodez,

Vu la demande formulée le lundi 26 février 2024 et adressée à la Ville par Madame MANSION Emilie Chef d'Etablissement de l'école Sainte Procule,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale et prescrites par le Règlement de la Voirie,

### Arrête

**Article 1** - Le mardi 12 mars 2024, de 15h00 à 15h30, avenue Jean Monnet à Bourran, Madame MANSION Emilie Chef d'Etablissement de l'école Sainte Procule, est autorisée à occuper le domaine public, afin de permettre la déambulation des enfants de l'école Sainte Procule sur le trottoir avenue Jean Monnet à Bourran, de 15h00 à 15h30 pour le défilé de Carnaval.

**Article 2** - Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur le lieu d'installation

Madame MANSION Emilie Chef d'Etablissement de l'école Sainte Procule, devra s'assurer du respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules de secours et incendie.

**Article 3** - Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

**Article 4** - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

**Article 5 - Article 6** - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 27 février 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté

Transmis en Préfecture le 28 février 2024

Publié le 28 février 2024

Le Maire,  
Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée,  
Signé : Monique BULTÉL-HERMENT  
Acte dématérialisé